

Considérant que, le principe d'égalité et de non-discrimination n'est, dès lors, pas mis en péril par l'entrée en vigueur, sans attendre, de la règle de la plurinationalité à l'égard des ressortissants belges qui acquièrent volontairement la nationalité d'un Etat non Partie à la Convention du Conseil de l'Europe du 6 mai 1963;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 42.521/2, donné le 4 avril 2007, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'article 386, 1° et 2°, de la loi du 27 décembre 2006 portant des dispositions diverses (I), entre en vigueur, à l'égard des ressortissants belges qui acquièrent volontairement la nationalité d'un Etat non Partie à la Convention sur la réduction des cas de pluralité de nationalités et sur les obligations militaires en cas de pluralité de nationalités, faite à Strasbourg le 6 mai 1963 et approuvée par la loi du 22 mai 1991, trente jours à compter de la publication du présent arrêté au *Moniteur belge*.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 3. Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 25 avril 2007.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de la Justice,
Mme L. ONKELINX

Overwegende dat het beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie derhalve niet wordt in gevaar gebracht door de inwerkingtreding zonder uitstel van de regel van de meervoudige nationaliteit ten aanzien van de Belgen die vrijwillig de nationaliteit verwerven van een Staat die geen Partij is bij het Verdrag van de Raad van Europa van 6 mei 1963;

Gelet op het advies nr. 42.521/2 van de Raad van State, gegeven op 4 april 2007, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 386, 1° en 2°, van de wet van 27 december 2006 houdende diverse bepalingen (I), treedt, ten aanzien van de Belgische onderdanen die vrijwillig de nationaliteit verwerven van een Staat die geen Partij is bij het Verdrag betreffende de beperking van gevallen van meervoudige nationaliteit en betreffende militaire verplichtingen in geval van meervoudige nationaliteit, opgemaakt te Straatsburg op 6 mei 1963 en goedgekeurd bij de wet van 22 mei 1991, in werking dertig dagen na de bekendmaking van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 3. Onze Minister van Justitie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 25 april 2007.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
Mevr. L. ONKELINX

**SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE**

F. 2007 — 1890

[C — 2007/11205]

**27 AVRIL 2007. — Arrêté ministériel
fixant le niveau de détail de la facture de base détaillée**

La Vice-Première Ministre et Ministre du Budget et de la Protection de la Consommation et le Ministre de l'Economie, de l'Energie, du Commerce Extérieur et de la politique scientifique,

Vu la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques, en particulier l'article 110, § 1^{er};

Vu l'avis de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications du 23 mars 2007;

Vu l'avis 42.599/4 du Conseil d'Etat, rendu le 18 avril 2007, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa premier, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Considérant que le présent arrêté vise à déterminer le niveau de détail de la facture standard de tous les opérateurs qui sont actifs en Belgique et qui facturent aux abonnés;

Considérant que, dans un souci de transparence, il apparaît indiqué qu'une facture de base détaillée comprenne deux parties : tout d'abord, une page de garde sur laquelle figurent au moins le montant total et la période de facturation concernée et ensuite (par exemple sur une nouvelle page) un aperçu à nouveau détaillant ces mentions en même temps que le montant global dû pour chaque prestation distincte (définie à l'article 1^{er});

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE**

N. 2007 — 1890

[C — 2007/11205]

**27 APRIL 2007. — Ministerieel besluit tot vaststelling
van het niveau van specificatie van de gespecificeerde basisfactuur**

De Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting en Consumentenzaken en de Minister van Economie, Energie, Buitenlandse Handel en Wetenschapsbeleid,

Gelet op de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie, inzonderheid op artikel 110, § 1;

Gelet op het advies van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie van 23 maart 2007;

Gelet op advies 42.599/4 van de Raad van State, gegeven op 18 april 2007, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Overwegende dat dit besluit tot doel heeft om het niveau van specificatie van de standaardfactuur van alle operatoren die actief zijn in België en die abonnees factureren vast te leggen;

Overwegende dat het voor het bevorderen van de transparantie gepast voorkomt dat een gespecificeerde basisfactuur bestaat uit twee delen : in de eerste plaats een voorblad waarop minimaal het totaalbedrag en de betreffende facturatieperiode vermeld worden en vervolgens (bv. op een nieuwe pagina) een overzicht, waarin die vermeldingen nogmaals gespecificeerd worden tezamen met het volledige bedrag dat voor iedere deelprestatie (gedefinieerd in artikel 1) verschuldigd is;

Considérant que, vu la multitude d'applications et de services supplémentaires dans le secteur des communications électroniques, les différents modes de facturation de ces services et applications (par minute, tarif forfaitaire, par Megabyte, etc...) et l'évolution constante de ce secteur, il est quasi impossible de dresser une liste exhaustive de toutes les mentions nécessaires à indiquer dans l'aperçu : que, de ce fait, il est opté à l'article 2, alinéa 3, pour un principe selon lequel une nouvelle rubrique doit également apparaître dans l'aperçu de la facture de base détaillée à chaque fois qu'un autre tarif unitaire est appliqué en fonction de la liste de prix de l'opérateur; que de même cela signifie entre autres que les totaux facturés pour des communications effectuées pendant les heures de pointe et les heures creuses doivent apparaître séparément dans l'aperçu de la facture de base détaillée ou encore que tous les numéros à taux majoré auxquels s'applique un tarif différent par minute, doivent être indiqués séparément;

Considérant que l'article 3 adapte ce principe aux mentions que l'opérateur doit concrètement indiquer dans l'aperçu de la facture de base détaillée;

Considérant que l'article 3, outre la prescription d'un certain nombre de mentions générales, comme l'indication de la période de facturation, la mention sur les factures des réductions éventuelles ou des conditions promotionnelles et la mention du montant total de la facture, a pour objectif de veiller à (1) décrire brièvement mais correctement chaque prestation distincte sur la facture de base (ex. la catégorie "communications nationales - heures de pointe"), (2) indiquer en regard de chaque prestation le nombre d'unités utilisées pour calculer le montant total de la prestation distincte (ex. « nombre de minutes » ou « durée »), (3) faire apparaître un sous-total de chaque prestation distincte sur la facture de base spécifiée, et (4) faire apparaître le profil d'utilisation nécessaire à l'introduction des données pertinentes dans l'application informatique mise à disposition par l'Institut sur son site Internet en application de l'article 111, § 2, de la loi afin de permettre aux utilisateurs de déterminer le plan tarifaire le plus avantageux pour eux, et ce selon les prescriptions pratiques qui seront établies par l'Institut;

Considérant que l'article 4 prévoit une exception aux principes susmentionnés; que cet article veut en effet éviter de devoir prévoir une rubrique de facture séparée reprenant les coûts d'établissement par prestation distincte lorsqu'il y a lieu de payer aussi bien des coûts d'établissement que des coûts de trafic pour la même communication ou le même groupe de communications; que cette exception est uniquement d'application si 1°) il est indiqué en plus à la rubrique coûts de trafic de chaque prestation distincte le nombre de communications établies par prestation distincte au cours de la période de référence (en d'autres termes : les mentions « nombre d'appels/communications » et « durée des appels/communications » doivent figurer ensemble par prestation distincte) et 2°) il est mentionné une seule fois (par exemple dans une note de bas de page) à combien s'élève le tarif unitaire éventuellement applicable pour l'établissement de la communication;

Considérant que l'article 5 prévoit un large délai pour l'entrée en vigueur des obligations du présent arrêté afin de permettre aux opérateurs d'apporter là où c'est nécessaire les adaptations requises dans leurs systèmes de facturation à la clientèle;

Considérant que l'avis du Conseil d'Etat n°42.599/4 du 18 avril 2007 a été intégralement suivi;

Arrêtent :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1° « prestation distincte » : toute prestation pour laquelle un tarif unitaire particulier est facturé au cours de la période de référence de la facture conformément aux dispositions contractuelles convenues entre l'opérateur et l'abonné;

2° « période de référence de la facture » : la période sur laquelle porte la facture.

Overwegende dat, gelet op de veelheid van toepassingen en extra diensten in de sector van de elektronische communicatie, de verscheidene manieren waarop deze diensten en toepassingen aangerekend worden (per minuut, forfaitair, per megabyte, enz...) en de constante ontwikkeling van deze sector, het bijna onmogelijk is een exhaustieve lijst van alle noodzakelijke vermeldingen aan te leggen die opgenomen moeten worden in het overzicht; dat daarom in artikel 2, lid 3, geopteerd wordt voor een principe dat wil dat telkens wanneer er volgens de prijslijst van de operator een ander eenheidstarief wordt toegepast er ook een nieuwe rubriek in het overzicht van de gespecificeerde basisfactuur moet verschijnen; dat dit onder meer ook betekent dat de totalen aangerekend voor communicaties verricht tijdens de piekuren en daluren apart in het overzicht van de gespecificeerde basisfactuur moeten verschijnen of nog dat alle betaalnummers waarvoor een verschillend tarief per minuut geldt, apart vermeld moeten worden;

Overwegende dat artikel 3 dit principe vertaalt naar de concreet door de operator in het overzicht van de gespecificeerde basisfactuur op te nemen vermeldingen;

Overwegende dat artikel 3, naast het voorschrijven van een aantal algemene vermeldingen, zoals de aanduiding van de facturatieperiode, het opnemen op de facturen van de eventuele kortingen of promotionele voorwaarden en het opnemen van het totaalbedrag van de factuur, tot doel heeft ervoor te zorgen dat (1) iedere deelprestatie kort maar correct omschreven wordt op de basisfactuur (bv. de categorie « nationale gesprekken – piekuren »), (2) dat daarnaast het aantal eenheden dat gebruikt wordt om het totaalbedrag van de deelprestatie te berekenen (bv. « aantal minuten » of « duur ») vermeld wordt, (3) dat er een sub totaal van iedere deelprestatie verschijnt op de gespecificeerde basisfactuur, en (4) het gebruikspatroon wordt getoond dat nodig is voor het invoeren van de relevante gegevens in de computerapplicatie die door het Instituut op zijn website beschikbaar wordt gesteld overeenkomstig artikel 111, § 2, van de wet, om de gebruikers ertoe in staat te stellen het tariefplan te bepalen dat voor hen het voordeligst is, en dat volgens de praktische instructies die door het Instituut zullen worden opgesteld;

Overwegende dat artikel 4 voorziet in een uitzondering op de voorgaande principes; dat dit artikel namelijk wil bewerkstelligen dat er geen aparte factuurrubriek met de opzetkosten per deelprestatie moet worden gemaakt indien er voor eenzelfde (groep van) communicatie(s) zowel opzetkosten als verkeerskosten betaald moeten worden; dat deze uitzondering enkel geldt indien er 1°) bij de rubriek verkeerskosten van iedere deelprestatie bijkomend vermeld wordt hoeveel communicaties er binnen de referentieperiode per deelprestatie plaatsgevonden hebben (met andere woorden : de vermeldingen « aantal oproepen/verbindingen » en « duur van de oproepen/verbindingen » moeten per deelprestatie tezamen vermeld worden) en 2°) er eenmalig (bv. in een voetnoot) vermeld wordt hoeveel het eventueel toepasselijke eenheidstarief voor het opzetten van de communicatie bedraagt;

Overwegende dat artikel 5 in een ruime termijn voor de inwerking-treding van de verplichtingen van dit besluit voorziet om de operatoren in staat te stellen om, daar waar nodig, de nodige aanpassingen in hun klantenfacturatie systemen door te voeren;

Overwegende dat advies nr. 42.599/4 van de Raad van State van 18 april 2007 volledig is gevolgd;

Besluiten :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° « deelprestatie » : elke prestatie waarvoor binnen de referentieperiode van de factuur overeenkomstig de tussen de operator en de abonnee overeengekomen contractuele voorwaarden een afzonderlijk eenheidstarief wordt aangerekend;

2° « referentieperiode van de factuur » : de periode waarop de factuur betrekking heeft.

Art. 2. La facture de base détaillée comprend deux parties : la page de garde et l'aperçu.

La page de garde indique au moins le montant total à payer par l'abonné et la période de référence de la facture.

En plus du montant total à payer par l'abonné et de la période de référence de la facture, l'aperçu précise pour chaque prestation distincte le montant global dû pour celle-ci.

Art. 3. En application du principe déterminé à l'article 2, alinéa trois, l'opérateur indique les mentions suivantes dans l'aperçu comme suit :

1° une seule fois : la période de référence de la facture, décrite à l'aide de la date de début et de fin de cette période de facturation;

2° par prestation distincte : une description brève et correcte de la prestation distincte qui a été fournie au cours de la période de référence de la facture ou pour laquelle un paiement anticipé est demandé;

3° par prestation distincte : le nombre de fois que le tarif unitaire a été appliqué au cours de la période de référence concernée, exprimé en unités utilisées pour le calcul du montant global de la prestation distincte;

4° par prestation distincte : le montant global facturé;

5° une seule fois, avant d'indiquer le montant total, visé à l'article 3, 6° : toutes les ristournes ou conditions promotionnelles éventuelles qui sont d'application;

6° une seule fois, à la fin de l'aperçu : le montant total de la facture à payer par l'abonné;

7° une seule fois, les informations nécessaires afin de permettre à l'abonné d'introduire son profil d'utilisation dans l'application électronique permettant la comparaison en ligne des tarifs mentionnée à l'article 3 de l'arrêté ministériel du 30 août 2006 fixant le cadre pour la mise en place d'un outil informatique permettant l'évaluation de l'offre de services de communications électroniques la plus avantageuse.

Art. 4. Lorsque le nombre de communications établies au cours de la période de référence est indiqué dans l'aperçu pour chaque prestation distincte de trafic correspondante et que les coûts d'établissement applicables sont détaillés une fois dans l'aperçu, la prestation distincte pour l'établissement d'une communication et le montant total facturé à cet effet ne doivent, par dérogation aux articles 2 et 3, pas être indiqués séparément sur la facture de base détaillée.

Art. 5. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2008.

Bruxelles, le 27 avril 2007.

La Vice-Première Ministre et Ministre du Budget
et de la Protection de la Consommation,
Mme F. VAN DEN BOSSCHE

Le Ministre de l'Economie, de l'Energie, du Commerce extérieur
et de la Politique scientifique
M. VERWILGHEN

Art. 2. De gespecificeerde basisfactuur bestaat uit twee delen : het voorblad en het overzicht.

Het voorblad vermeldt ten minste het totaalbedrag dat de abonnee dient te betalen en de referentieperiode van de factuur.

Het overzicht specificeert, naast het totaalbedrag dat de abonnee dient te betalen en de referentieperiode van de factuur, voor iedere deelprestatie het volledige bedrag dat voor deze prestatie verschuldigd is.

Art. 3. Overeenkomstig het principe bepaald in artikel 2, derde lid, neemt de operator, de volgende vermeldingen op de volgende wijze op in het overzicht :

1° eenmalig : de referentieperiode van de factuur, omschreven aan de hand van de begin- en einddatum van die facturatieperiode;

2° per deelprestatie : een korte en correcte omschrijving van de deelprestatie die binnen de referentieperiode van de factuur geleverd werd of waarvoor een vooruitbetaling gevraagd wordt;

3° per deelprestatie : het aantal keren dat het eenheidstarief binnen de betrokken referentieperiode werd toegepast, uitgedrukt in de eenheden die voor de berekening van het volledige bedrag van de deelprestatie gebruikt worden;

4° per deelprestatie : het totale bedrag dat aangerekend wordt;

5° eenmalig, vóór het vermelden van het totaalbedrag, bedoeld in artikel 3, 6° : alle eventuele kortingen of promotionele voorwaarden die van toepassing zijn en

6° eenmalig, op het einde van het overzicht : het totaalbedrag van de factuur dat de abonnee dient te betalen;

7° eenmalig, de nodige informatie opdat de abonnee zijn gebruikspatroon kan invoeren in de elektronische applicatie waarmee online de tarieven kunnen worden vergeleken en waarvan sprake in artikel 3 van het ministerieel besluit van 30 augustus 2006 tot vaststelling van het kader voor de invoering van een computerprogramma waarmee het voordeligste aanbod van elektronische-communicatiediensten kan worden bepaald.

Art. 4. Indien het aantal communicaties dat binnen de referentieperiode tot stand gebracht werd in het overzicht ondergebracht wordt bij iedere corresponderende verkeersgerelateerde deelprestatie en de toepasselijke opzetkosten eenmalig in het overzicht gespecificeerd worden, hoeft, in afwijking van de artikelen 2 en 3, de deelprestatie van het opzetten van een communicatie en het totale bedrag dat ervoor aangerekend wordt niet afzonderlijk vermeld te worden op de gespecificeerde basisfactuur.

Art. 5. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2008.

Brussel, 27 april 2007.

De Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting
en Consumentenzaken,
Mevr. F. VAN DEN BOSSCHE

De Minister van Economie, Energie,
Buitenlandse Handel en Wetenschapsbeleid
M. VERWILGHEN